

**Avis adopté**

Séance plénière du 23 octobre 2024

*Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)*

**Santé et citoyenneté**

Une fois encore, notre rapport sur l'état de la France ausculte la société française et cherche, à travers son analyse de la situation économique, sociale, environnementale et sociétale à jouer son rôle : être une boussole pour la mise en place de politiques publiques.

Notre groupe salue le travail collectif du CESE et formule le vœu qu'il sera entendu et suivi d'effets. Les titres de nos derniers rapports sont révélateurs de l'urgence d'agir : « Préparer l'avenir », « Agir sans attendre », et cette année : « Sortir de la crise démocratique ». La question des inégalités et la perte de confiance en la capacité des gouvernants et élites politiques à les réduire conduisent à une crise démocratique à laquelle il faut répondre sans attendre.

Cette année, l'enquête qui accompagne notre rapport place la santé comme première préoccupation des Françaises et des Français. L'analyse de l'indicateur "espérance de vie en bonne santé" vient renforcer la question des inégalités puisqu'il intègre l'ensemble des déterminants de santé : le cadre de vie, les conditions de travail, l'environnement, l'éducation, l'alimentation, les conditions d'accès aux soins...

Par ailleurs, depuis le début de la mandature, le CESE a porté des préconisations sur les questions de santé/environnement ; sur la prévention et le financement de la perte de l'autonomie, sur les métiers de la cohésion sociale, sur la petite enfance et la protection de l'enfance. Il va demain travailler sur le numérique en santé et sur la santé mentale des jeunes ... autant de sujets qui appellent des réponses concrètes et immédiates. Tous ces sujets font système, et exigent un débat associant toutes les parties prenantes, dont les citoyennes et citoyens, et des politiques publiques qui garantissent un système de santé et de protection sociale solidaire, efficace et durable.

Or, les mesures proposées par le PLFSS 2025, en discussion au parlement, ne vont faire qu'aggraver les risques de renoncements aux soins par ses propositions court-termistes et comptables visant un désengagement de la sécurité sociale qui aura pour conséquence, in fine, d'entraver encore plus l'accès aux soins, notamment des plus fragiles.

Les organisations du groupe Santé & Citoyenneté se sont récemment mobilisées pour réclamer une loi de programmation pour la santé. Nos politiques de santé méritent un débat public, c'est aussi au sein du CESE que nous pouvons engager ce débat. Mais la crise démocratique profonde qui traverse la France va bien au-delà de la crise du système de santé et de protection sociale.

Restaurer la confiance nécessite des réformes profondes pour que notre société soit plus inclusive et plus juste. Permettre à chaque citoyen d'être impliqué et entendu pour la prise de décision, tout en préservant les principes fondamentaux de liberté et d'égalité est un levier de restauration de cette confiance.

**Le groupe Santé & Citoyenneté a voté cet avis** qui identifie les pistes pour relever ce défi et y prendra pleinement sa part